

COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE



11-07-1996
1000 BRUXELLES
Rue Royale 47
Tél. 02/500.21.11

Monsieur Stefaan DE CLERCK
Ministre de la Justice

Rue Evers, 2-8
1000 BRUXELLES

Votre lettre du

Vos références

Nos références
28.07/271/PN
CV/DV

Annexes

OBJET: examen linguistique - cas de M. Peter VERGEYLEN.

Monsieur le Ministre,

En sa séance du 27 juin 1996, la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.), siégeant sections réunies, a examiné votre demande d'avis concernant le cas de Monsieur Peter VERGEYLEN agent pénitentiaire affecté à la prison de Saint-Gilles appartenant au rôle néerlandais qui, souhaiterait être déplacé dans un établissement situé en région de langue française.

Un établissement pénitentiaire dont le siège est situé en région de la langue française doit être considéré comme un service régional au sens de l'article 33 des lois linguistiques coordonnées (L.L.C.).

En vertu de l'article 38, § 1er des L.L.C., nul ne peut être nommé ou promu à une fonction ou à un emploi dans les services visés à l'article 33 s'il ne connaît la langue de la région. Cette connaissance est constatée conformément aux règles indiquées à l'article 15, § 1er.

Le candidat n'est admis à l'examen que s'il résulte des diplômes ou certificats d'études requis qu'il a suivi l'enseignement dans la langue susmentionnée. A défaut de tel diplôme ou certificat, la connaissance de la langue doit au préalable être prouvée par un examen (article 15, § 1er, alinéa 3).

L'article 7 de l'arrêté royal n° IX du 30 novembre 1966 fixe la nature et le niveau de cet examen linguistique se substituant au diplôme exigé, au certificat d'étude requis ou à

la déclaration du directeur d'école; il a pour but de vérifier si le candidat connaît la langue en cause dans la même mesure que celle exigée d'un candidat à la même fonction ou au même emploi, qui a reçu son enseignement dans la langue de cette fonction ou de cet emploi.

Il résulte des documents communiqués que M. Peter VERGEYLEN a réussi l'examen susvisé en langue française de niveau 3. De ce fait, il peut occuper un emploi en région de langue française.

La C.P.C.L. estime que le transfert de M. Peter VERGEYLEN dans un établissement pénitentiaire de la région wallonne n'est pas contraire aux lois linguistiques coordonnées.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président,

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS.